



## LISTES DES PIÈCES À JOINDRE SUR E-SYNERGIE LORS DU DÉPÔT DE LA DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA MESURE FEAMPA

### M7 - Aide à la protection et à la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques

#### Pour tous les demandeurs

Annexes techniques de la mesure M7 dûment complétées	
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : <ul style="list-style-type: none"><li>- Pour les prestations de services ou les achats de matériel : devis retenus,</li><li>- Pour les frais de personnel : le bulletin de salaire de décembre de l'année précédant l'année de dépôt de la demande si celui-ci comporte un récapitulatif annuel du salaire brut et des charges patronales, ou tous les bulletins de salaires existants de l'année en cours, le contrat de travail, etc.</li><li>- Et/ou tout document probant, permettant de justifier des dépenses prévisionnelles autres.</li></ul>	
Devis comparatifs : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour toute dépense comprise entre 3 000 € et 10 000 € : 1 devis comparatif supplémentaire (d'un autre fournisseur ou prestataire),</li><li>- pour toute dépense supérieure à 10 000 € : 2 devis comparatifs supplémentaires (d'un autre fournisseur ou prestataire)</li></ul>	
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir donné pour un demandeur agissant en qualité de représentant légal ou en vertu d'un pouvoir qu'il lui est donné (convention de mandat ou délégation de pouvoir et signature, etc.)	
Pièce d'identité du représentant légal	
Attestation de régularité sociale (URSAFF/MSA/ENIM) de moins de 3 mois	
Relevé d'identité bancaire	

#### Pour les personnes physiques

Pièce d'identité (carte d'identité nationale ou passeport)	
Dernier avis d'imposition	
Attestation de régularité fiscale (Service des Impôts Particulier) de moins de 3 mois	

#### Pour les personnes morales

Pièce d'identité (carte d'identité nationale ou passeport) du représentant légal	
--	--

Preuve de la représentation légale ou du pouvoir donné pour un demandeur agissant en qualité de représentant légal ou en vertu d'un pouvoir qu'il lui est donné (convention de mandat ou délégation de pouvoir et signature, etc.)	
Statuts	
Délibération de l'organe compétent approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel et autorisant le responsable légal à solliciter l'aide	
Pour les associations : Publication au Journal Officiel ou Récépissé de déclaration en préfecture	
Pour les associations : Organigramme de la structure comprenant la liste des membres de l'organe d'administration détaillant les mandats des membres	
Attestation de régularité fiscale (Service des Impôts Entreprises) de moins de 3 mois	
Bilans comptables et comptes de résultat et annexes (liasses fiscales complètes) des trois derniers exercices fiscaux	
Pour les entreprises existantes : présentation de l'entreprise et de son activité (sur la base de documents existants : plaquette, organigramme, rapport d'activité, site internet...)	
Pour les entreprises appartenant à un groupe : l'organigramme précisant les niveaux de participation, effectifs, chiffres d'affaires et bilan des entreprises du groupe sur les trois dernières années	
Pour les entreprises appartenant à un groupe : liste des associés et des filiales, composition du capital et liens éventuels avec d'autres personnes privées si cela n'apparaît pas dans la liasse fiscale.	

### **Le cas échéant :**

Pour les dossiers déposés par un mandataire : Pièces d'identités du mandant et du mandataire	
Pour les projets financés par un prêt : justificatif d'accord de prêt	
Si la demande est présentée TTC : Attestation de non-récupération de la TVA ou toute autre pièce équivalente fournie par les services fiscaux de moins de 3 mois	
<u>Pour les demandeurs (ou partenaires) soumis aux règles de la commande publique : Procédure interne des achats / Toutes les pièces du marché (avis de marché, CCAG, CCTG, CCAP et CCTP, acte d'engagement, bordereau de prix, règlement de la consultation, Dossier de Consultation des Entreprises, Rapport d'Analyse des Offres signé, notifications de rejet, notification du candidat retenu, Acte d'Engagement signé)</u>	
Pour les projets sollicitant des aides publiques autres que Région, Etat et Europe : tout document permettant de justifier que ces aides ont bien été obtenues par le demandeur	
Pour les demandes d'aides déposées par ailleurs dans le cadre d'un appel à projets, fournir la preuve de la réponse à l'appel à projets et, le cas échéant, la preuve de la sélection du dossier à la suite de cet appel à projets	
Pour les projets en partenariat :	
- Convention de partenariat signée	
- Pièce d'identité du représentant légal de chaque partenaire	
- Délibération de l'organe compétent de chaque partenaire approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel et autorisant le responsable légal à solliciter l'aide	